

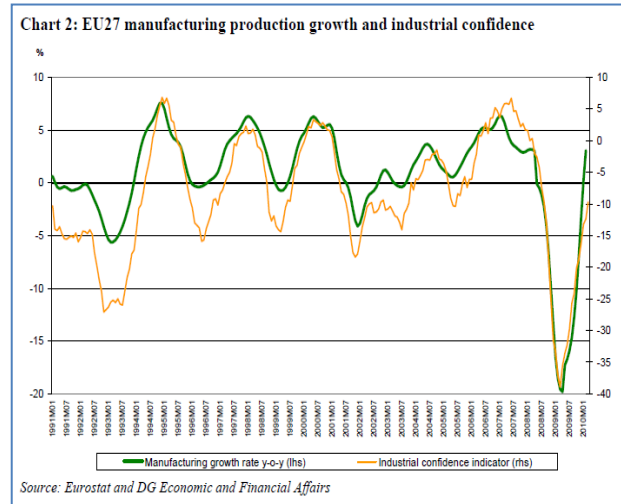
Quel avenir pour les travailleurs de l'industrie de transformation ?

Nouvelles politiques industrielles, participation des travailleurs et changement structurel

L'Europe a besoin d'une assise industrielle solide. Les industries de transformation emploient plus de 40 millions de travailleurs européens, soutiennent la croissance économique et la création de richesses (les hausses de productivité dans les secteurs industriels sont bien plus élevées que dans les services), sont une source d'innovation et de progrès technologique (l'industrie représente 81% des R&D du secteur privé en Europe), créent des solutions pour des problèmes d'ordre sociétal en garantissant une meilleure qualité de vie pour tous et le développement durable, contribuent fortement à l'équilibre de la balance commerciale européenne (les biens de consommation représentent les trois quarts des exportations européennes), et engendrent des multiplicateurs d'emploi et une demande stimulante en services liés à l'industrie : chaque emploi dans l'industrie crée 2 emplois supplémentaires dans les secteurs des services.

La crise économique actuelle a touché les industries de transformation européennes d'une manière inconnue jusqu'ici mais elle a aussi prouvé l'importance des activités de production dans un équilibre économique durable.

L'industrie de transformation européenne peut se réorienter elle-même vers un modèle économique fondé sur la consommation et la production durables, en prenant une position de numéro un du marché dans le développement de nouveaux biens. Les politiques industrielles stratégiques et coordonnées qui favorisent les R&D, l'innovation et des technologies plus propres et plus vertes sont fondamentales pour cela. La politique économique et industrielle devra être orientée vers le développement d'un nouveau modèle de croissance fondé sur l'innovation, l'éco-efficacité, les technologies durables, une production pauvre en carbone et l'internalisation des coûts écologiques.



Une assise manufacturière solide est capitale pour le lancement de ce modèle et elle dépend de l'engagement important des travailleurs de l'industrie de transformation dans la définition de sa future orientation.

À ce jour, les fédérations syndicales européennes ont largement œuvré au sein de leurs propres sphères d'influence en se concentrant sur les aspects de politique industrielle touchant leurs secteurs spécifiques. Toutefois, ces derniers mois, un effort a été réalisé de concert afin d'améliorer la coordination des stratégies industrielles fondées sur les travailleurs pour développer au maximum les synergies et les ressources.

Comme des mesures d'austérité sont annoncées et encouragées par des gouvernements visant à donner de nouveau satisfaction aux demandes des acteurs de marchés financiers faiblement réglementés, la menace d'une longue période de stagnation se profile grandement sur les économies européennes. Il est donc opportun pour les travailleurs de l'industrie de transformation d'évaluer leur avenir commun, les éléments moteurs du changement dans leurs secteurs d'activité et de faire des recommandations pour garantir que des ressources vitales et stratégiques et des investissements sont maintenus et augmentés.

Ce rapport vise à faire ressortir les principales avancées influençant le contexte dans lequel des travailleurs de l'industrie de transformation se trouvent eux-mêmes, et propose une approche des travailleurs de l'industrie de la politique industrielle européenne.

1. Contexte général pour les travailleurs de l'industrie de transformation européenne

Les travailleurs de l'industrie de transformation font face à un ensemble semblable d'évolutions économiques, environnementales, technologiques, démographiques, sociales et de compétitivité internationale qui remettent en cause la structure et la viabilité à long terme de nos industries.

Pour les syndicats de l'industrie, cette situation se présente elle-même comme l'un des plus importants et difficiles défis des dernières décennies, comme une série de crises entrelacées – le rythme rapide du changement climatique, de la crise économique et financière et de l'instabilité des prix des matières

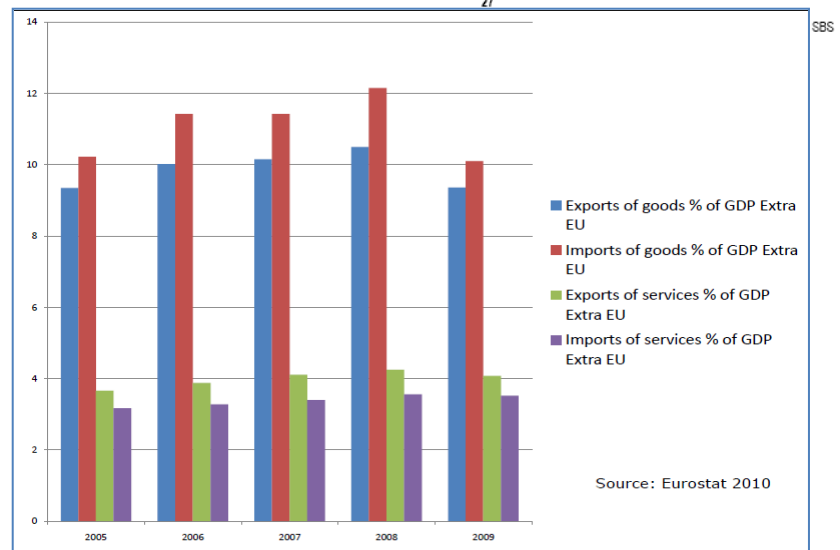
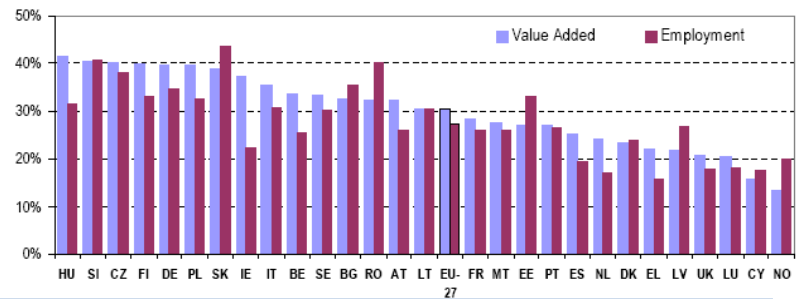
premières – ont une influence cumulée sur la base industrielle et de transformation de l'Europe, et la quantité et la qualité de l'emploi dans l'industrie en Europe.

a. Changer la physionomie de l'industrie européenne : mondialisation, restructuration de la chaîne de valeur et rôle croissant des services à l'industrie

Les industries de transformation contribuent de façon majeure à la compétitivité de l'économie européenne. Avant la crise économique, le poids de l'industrie de transformation dans l'économie était plus lourd en termes de valeur ajoutée que l'emploi dans 19 des 27 États membres, ce qui indique une productivité du travail relativement élevée (valeur ajoutée par personne employée) comparé à la moyenne économique.

Avant la crise, les industries de transformation européennes contribuaient au PIB à hauteur de 17,1% et représentaient environ 22 millions d'emplois directement (2007). L'emploi indirect, et la contribution indirecte en termes de PIB, est bien plus élevé, avec une grande partie du secteur prisé des services aux entreprises dépendant de l'industrie de transformation et de la conception européennes de grande qualité. Lorsque le secteur productif élargi est inclus (production d'électricité, construction) de même que les services aux entreprises associés, la part du PIB est de l'ordre de 37 %. Dans une perspective plus large encore et en tenant compte de la part des autres services marchands dont dépend l'industrie et qui dépendent de l'industrie

Fig.1 Value added and employment in manufacturing (NACE D), 2005
% of the non-financial business economy (NACE C to I and K)



(transport, communications, services financiers, biens immobiliers, etc.) « l'économie servo-industrielle » représente approximativement 47 % du PIB. La productivité du travail dans les industries de transformation était de 46 % en comparaison de 20 % pour l'ensemble de l'économie entre 1995 et 2007¹. L'augmentation de la production dans les industries de transformation a soutenu la croissance économique en Europe et l'intégration économique dans l'Union européenne. Les produits industriels représentent la part du lion du commerce intra-communautaire (approximativement 80 %). Alors que la crise économique actuelle a entraîné une baisse de la production de 20 %, la production de l'industrie de transformation reste fondamentale dans le commerce intra- et extra-communautaire en Europe. La sauvegarde de l'assise industrielle est une condition préalable à une meilleure durabilité et au maintien du rôle de l'Europe en tant que région industrielle importante garantissant des critères d'emploi et sociaux plus larges.

¹ Industrie de transformation de l'UE : quels sont les défis et les opportunités pour les années futures ? Premiers résultats indicatifs d'une analyse propre au secteur effectuée à la direction générale Entreprises et industrie le 26 avril 2010

Table 1: Value-added, employment and labour productivity in the EU-27

NACE	Sector	Recent overview		Recent evolution		
		Value added breakdown 2007 in %	Employment breakdown 2007 in %	Labour productivity growth (1995-2007) in %	Value added growth (1995-2007) in %	Employment growth (1995-2007) in %
A	Agriculture, hunting and forestry	1.8	5.7	2.8	0.7	-2.0
B	Fishing	0.1	0.1	-0.3	-1.7	-1.4
C	Mining and quarrying	0.8	0.4	-0.1	-3.9	-3.9
D	Manufacturing	17.1	16.4	3.2	2.7	-0.5
DA	Food products; beverages and tobacco	2.0	2.3	1.3	1.1	-0.2
DB	Textiles and textile products	0.6	1.3	1.5	-1.2	-2.7
DC	Leather and leather products	0.1	0.2	0.0	-3.4	-3.4
DD	Wood and wood products	0.4	0.6	2.2	1.4	-0.8
DE	Pulp, paper and paper products; publishing and printing	1.4	1.2	2.5	1.5	-0.9
DF	Coke, refined petroleum products and nuclear fuel	0.4	0.1	2.5	0.4	-2.0
DG	Chemicals, chemical products and man-made fibres	1.8	0.8	5.2	4.2	-1.0
DH	Rubber and plastic products	0.8	0.8	2.3	2.9	0.6
DI	Other non-metallic mineral products	0.8	0.7	2.9	1.9	-1.0
DJ	Basic metals and fabricated metal products	2.5	2.4	2.5	2.7	0.2
DK	Machinery and equipment n.e.c.	2.0	1.8	2.9	2.5	-0.4
DL	Electrical and optical equipment	2.0	1.7	6.8	6.5	-0.3
DM	Transport equipment	1.8	1.4	2.4	3.0	0.6
DN	Manufacturing n.e.c.	0.7	1.0	1.9	1.7	-0.2
E	Electricity, gas and water supply	2.2	0.8	2.0	0.5	-1.5
F	Construction	6.5	7.4	-0.1	1.3	1.5
G	Wholesale and retail trade; repair of motor vehicles	11.3	15.0	1.3	2.6	1.3
H	Hotels and restaurants	2.9	4.5	-0.2	2.3	2.5
I	Transport, storage and communication	7.0	5.8	3.3	4.0	0.7
J	Financial intermediation	5.5	2.8	2.7	3.5	0.8
K	Real estate, renting and business activities	22.5	12.3	-1.0	3.4	4.5
L	Public administration and defence	6.1	6.6	0.3	0.9	0.6
M	Education	5.0	6.8	-0.2	0.9	1.2
N	Health and social work	6.9	9.2	0.3	2.1	1.8
O	Other community, social, personal service activities	3.9	4.5	0.1	2.3	2.2
TOTAL		100.0	100.0	1.4	2.5	1.0

Source: EU Industrial Structure 2009

Selon le Cedefop (2010), « bien qu'il puisse y avoir des perspectives d'accroissement de la part de l'industrie de transformation au niveau national, le nombre total d'emplois dans l'industrie de transformation et dans la construction dans l'UE-27+ passera de 22,9 % en 2010 à 21,3 % en 2020 (deux millions d'emplois dans l'industrie de transformation et la production) »². Si l'on tient compte de l'industrie de transformation, une telle évolution serait fortement préjudiciable à l'ensemble de l'économie européenne. Les syndicats professionnels sont très concernés par le fait que la part de la production de l'industrie de transformation, et de l'emploi, devra être maintenue même si la structure de l'industrie européenne évolue.

Sous l'effet de la crise économique, un certain nombre d'industries européennes sont confrontées au défi de venir à bout et de gérer d'importantes « surcapacités » (notamment dans les industries automobiles et en amont). Une anticipation et une gestion énergiques des changements en cours sont indispensables si l'on veut éviter un chômage structurel à long terme. Des leçons essentielles doivent être tirées des secteurs de l'industrie ayant déjà traversé des périodes de restructuration difficiles (en particulier dans les années 1980 et 1990) résultant de la mondialisation.

Le commerce international intense et la mondialisation ont été des facteurs importants du changement pendant des décennies dans des secteurs de l'industrie de plus en plus exposés à la concurrence internationale.

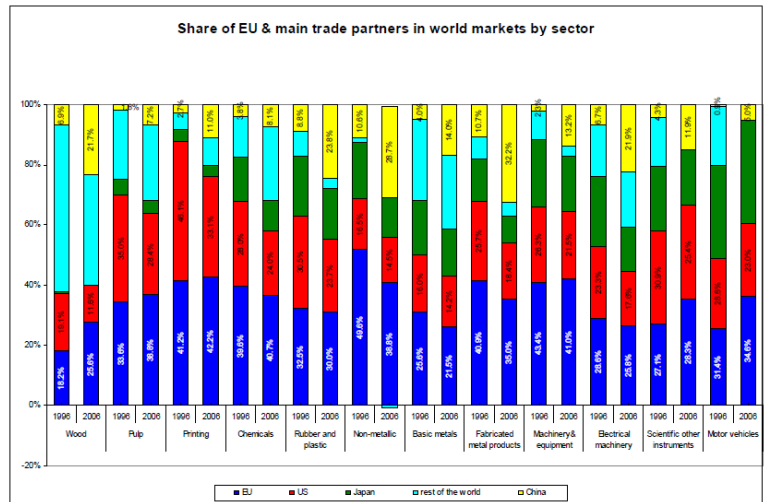
Les travailleurs des secteurs tels que le textile et la confection, le bois, l'acier et les métaux de base, les produits chimiques, le caoutchouc et les matières plastiques, l'équipement électronique, les véhicules de transport et les machines et les équipements, ont une grande expérience des pressions de la concurrence internationale.

Les industries ont dû investir dans l'innovation pour garantir leurs places sur les marchés mondiaux concurrentiels. Il existe des exemples d'industries et d'entreprises qui ont maîtrisé les marchés mondiaux et trouvé des avantages en matière de concurrence basés sur la qualité des produits et des services, l'innovation et l'investissement.

² 'Skills supply and demand in Europe', Cedefop, 2010, p.55 http://www.cedefop.europa.eu/en/Files/3052_en.pdf

Au cours de la dernière décennie, la part du travail dans la valeur ajoutée mondiale a diminué au profit du capital. C'est une évolution qui ne peut durer et qui doit être corrigée par des politiques de redistribution et par des augmentations de salaire conformes aux augmentations de productivité – en particulier pour les travailleurs faiblement payés. Toutefois, à la longue, la chose la plus importante est de soutenir les efforts pour organiser la circulation de la main d'œuvre et de lutter pour que partout existent de meilleures conditions de travail à l'ère de la mondialisation. La part du travail dans la valeur ajoutée mondiale ne peut être accrue que dans le cadre d'une coopération internationale de la main d'œuvre de sorte que la « race to the bottom » (course aux bas salaires) peut être bloquée.

Chart 3: Share of EU and main partners in world markets by sector

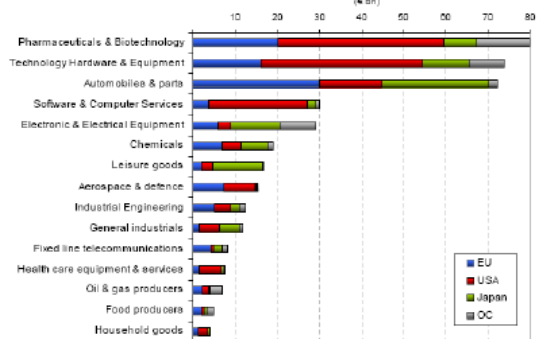


Les stratégies de sortie européennes se sont basées en grande partie sur le recours étendu aux marchés d'exportation, donnant à la compétitivité de ces derniers et aux industries naissantes une importance cruciale dans le redressement de l'Europe.

La réussite d'une compétitivité internationale dépend entièrement de l'investissement : en main-d'œuvre, dans l'innovation, les R&D et des infrastructures de haute qualité.

Selon le tableau indicateur UE 2009, l'investissement total en R&D des entreprises basées dans l'Union européenne s'élevait à 122 milliards d'euros par rapport à 159 milliards d'euros aux États-Unis. Si l'on considère l'intensité R&D (rapport des R&D par rapport aux ventes nettes), les entreprises de l'Union européenne se classent légèrement au-dessus de celles des États-Unis non seulement dans les secteurs à forte intensité R&D (12,7% par rapport à 11,6 %) et dans les secteurs à intensité R&D moyenne (4,2 % par rapport à 3,2 %), mais aussi dans les secteurs à intensité moyenne et basse³. De plus, un nouvel ordre économique mondial apparaît avec la croissance des économies BRIC se développant dans les produits et les services à haute valeur ajoutée.

Chart 4: R&D Ranking of industrial sectors and share of main world regions



Note: Based on world's top 1350 companies ranked on R&D investment
Source: 2009 EU Industrial R&D Investment Scoreboard

Dans un contexte de réductions des dépenses publiques et de l'impact de la pénurie de crédit actuelle sur les dépenses et les plans d'investissement des entreprises privées, de réels dangers existent au niveau de la durabilité à long-terme des industries européennes. En particulier, l'entretien et l'amélioration des infrastructures de transport, d'énergie et de communication sont indispensables pour l'industrie de transformation européenne.

Les syndicats ont régulièrement demandé une stratégie d'investissement intelligente stimulant la demande intérieure de l'Union européenne par le biais du marché unique et favorisant des améliorations du pouvoir d'achat des travailleurs pour stimuler la consommation, accompagnées de mesures pour encourager de nouveaux modèles de consommation et de production.

L'ascendance de nouveaux acteurs économiques sur le marché mondial a eu de multiples effets en termes de modèles de production et de consommation. Un effet essentiel a été la tendance associée de restructuration de la chaîne de valeur qui a spectaculairement modifié la nature de l'emploi européen dans l'industrie ces dernières décennies, avec la sous-traitance, la mondialisation de la communication et la

³ Industrie de transformation de l'Union européenne : quels sont les défis et les opportunités pour les années à venir ? Premiers résultats d'une analyse propre au secteur effectuée à la direction générale Entreprises et industrie le 26 avril 2010.

logistique des transports, et les avancées technologiques permettant à des entreprises d'agir dans un réseau de filières d'approvisionnement de production souvent complexes.

Dans une perspective de politique industrielle, la fragmentation et la spécialisation générées par la restructuration de la chaîne de valeur est un défi essentiel en soi, mais la réaction en chaîne s'ensuivant apporte au niveau environnemental des défis à long terme pour la durabilité.

Les chaînes d'approvisionnement plus larges de l'industrie de transformation sont des éléments essentiels pour la compétitivité et le développement des secteurs stratégiques pour l'économie de l'Union européenne (par exemple, la biotechnologie, l'industrie automobile, la défense, les technologies de l'information et de la communication, etc.). La valeur d'un produit final peut être due pour les trois quarts à la chaîne d'approvisionnement, un fabricant de voitures européen classique produisant en grandes quantités traitera avec 800 fournisseurs et achète pour 30 milliards d'euros environ par an à ces entreprises. Plus de 50 % des R&D sont réalisées dans la chaîne d'approvisionnement, l'accent étant surtout mis sur les niveaux inférieurs (niveau 2 – 3), souvent dans des PME innovantes. Par ailleurs, la taille et la répartition géographique de la chaîne d'approvisionnement signifient que la plupart des pays européens jouent un rôle.

Table 4: Value added and employment by size-class and sector of industry, EU-27, 2007

	value added			employment			labour productivity*		
	SME	large	total	SME	large	total	SME	large	total
	%			%			1,000 €		
c-i, k non-financial business economy	58	42	100	67	33	100	39	59	46
by NACE section									
c mining and quarrying	33	67	100	30	70	100	127	112	117
d manufacturing	45	55	100	59	41	100	39	69	51
e electricity, gas and water supply	21	79	100	21	79	100	128	130	129
f construction	83	17	100	88	12	100	37	56	39
g wholesale and retail trade; repair of motor vehicles, motorcycles and personal and household goods	70	30	100	73	27	100	34	41	36
h hotels and restaurants	75	25	100	82	18	100	19	28	20
i transport, storage and communication	34	66	100	47	53	100	41	71	57
k real estate, renting and business activities	72	28	100	68	32	100	54	44	51

* Gross value added at factor cost, per occupied person.
Source: EIM on the basis of EUROSTAT.

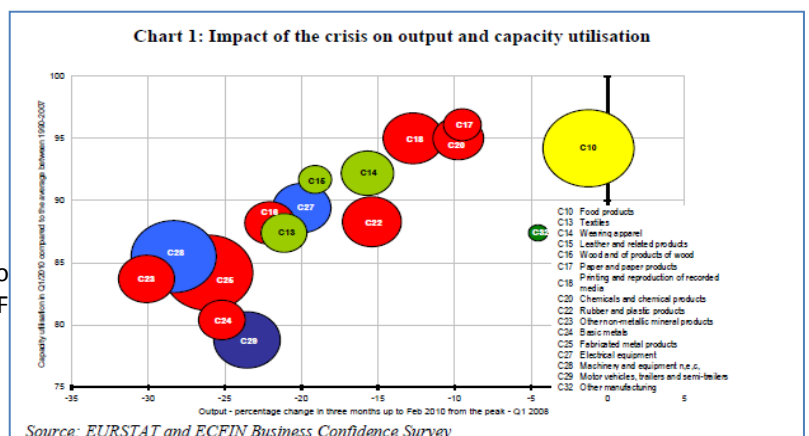
Une forte interdépendance entre services manufacturiers et industriels en Europe est un élément-clé de l'économie européenne, mais dépend d'un équilibre économique réel entre la production et les services industriels. Pour les syndicats de l'industrie, la prééminence accrue des travailleurs fournissant des services industriels au sein d'entreprises et de secteurs manufacturiers traditionnels est importante dans le développement de politiques industrielles européennes et nationales.

De plus, l'impact de la restructuration de la chaîne de valeur en termes de qualité de l'emploi et d'organisation collective (à la fois en termes de relations industrielles et d'organisation des syndicats) a été notoire. Selon la recherche de l'Union européenne sur l'impact social tandis que les chaînes de valeur deviennent plus élaborées et les industries plus spécialisées, des signes existent d'une amélioration du contrôle et de l'intégration des activités, et alors que la « race to the bottom » (course aux bas salaires) est prouvée dans les activités de production faiblement qualifiées (confection, alimentation) une « viscosité » géographique bien plus grande est présente dans les activités hautement qualifiées (tels que les R&D)⁴. L'impact sur la qualité de l'emploi a été un élément moteur derrière l'augmentation du travail précaire en Europe, les baisses du pouvoir d'achat subies par les travailleurs et les régions par le biais de « l'effet armée de réserve », une diminution des contrats traditionnels à durée indéterminée, la standardisation accrue du travail, la recherche continue de la performance, la dégradation rapide des compétences, la pression à la baisse sur les salaires et la pression à la hausse sur le travail..

b. Crise économique et impact du modèle de la valeur pour l'actionnaire

Les travailleurs de l'industrie de transformation ont été touchés de plein fouet par la crise économique avec la perte de 10% des emplois avant la fin de l'année 2009 par rapport au 3^{ème} trimestre 2008. La crise et sa réponse politique des gouvernements européens menacent de détruire des années de développement économique et social et ont révélé quelques faiblesses structurelles dans l'économie européenne.

La transformation de la crise financière en une crise économique avec son impact important sur les travailleurs de l'industrie de transformation et la production a été d'une rapidité stupéfiante. Toutefois, le risque de "bulles" et l'impact de politiques



⁴ www.worksproject.be (Présentation de Monique Ramio travail dans l'Union européenne : faits et perspectives", F

monétaires trop expansionnistes (plus particulièrement par la Réserve fédérale) ont été soulevés par les syndicats au cours de la dernière décennie, qui ont souligné la surestimation du potentiel de la "nouvelle économie" aux dépens de l'industrie de transformation et la nécessité négligée d'une politique industrielle dans tous les pays industrialisés. L'absence de préparation et de réponse politiques à cette transformation a intensifié son impact et montre la confiance aveugle placée dans les vertus des marchés et de l'autorégulation.

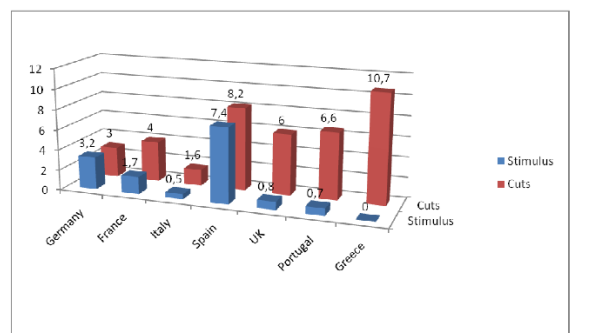
Malgré de nombreux engagements politiques en faveur d'une nouvelle réglementation des marchés financiers et des agences de notation de crédit, à ce jour une réglementation concrète est relativement limitée.

De plus en plus, une analyse politique industrielle doit avoir une opinion critique sur le rôle des marchés financiers pour créer les conditions d'un investissement durable à long terme dans nos industries.

Alors qu'une fragile reprise, fondée en grande partie sur les exportations industrielles, est apparue au 3^{ème} trimestre 2009, la crise actuelle a prouvé qu'une rénovation approfondie du modèle actuel de gouvernement d'entreprise est nécessaire.

Le modèle de gouvernement d'entreprise de valeur pour l'actionnaire, qui domine depuis le début des années 1980, selon lequel la nécessité de maintenir et de développer au maximum (dans de nombreux cas à deux chiffres) les gains des actionnaires et de ménager excessivement le marché des valeurs mobilières est primordiale, a renforcé le court terme dans la gestion des entreprises et la constitution d'une main-d'œuvre. Un nouveau modèle est nécessaire qui donne davantage la parole aux travailleurs dans la stratégie d'entreprises et empêche les excès du capitalisme financier, lequel a affaibli le développement de l'entreprise à long-terme. De nouvelles politiques de gestion des entreprises pourraient être utilisées pour favoriser l'établissement obligatoire de rapports sociaux et environnementaux reposant sur des critères reconnus, la vérification et la participation des travailleurs. Ceci doit encourager les entreprises à utiliser les meilleures technologies possibles et à renforcer les droits des travailleurs dans leurs activités à travers le monde.

Graph I: A turnaround in fiscal policy (in % of GDP, measures cumulated over the years).



Source: Natixis. Flash 283, 4th June 2010

Toutefois, le revirement rapide des politiques nationales et de l'Union européenne pour investir et stimuler l'économie par le biais de politiques de croissance néo-keynésiennes et la réapparition consécutive d'une doctrine néolibérale dans le débat sur « la croissance contre l'austérité » ces derniers mois a vu des responsables politiques reprendre totalement la logique de ce modèle de gestion à court-terme.

Avec d'importantes réductions des budgets nationaux prévues dans la plupart des pays européens, afin de répondre aux demandes des marchés financiers de réduire rapidement les déficits nationaux, l'économie européenne a toutes les chances de s'amoinrir considérablement et d'entrer dans une période de stagnation prolongée⁵.

L'impact potentiel sur la reprise fragile est une question non

résolue dans les milieux politiques et économiques, avec la pression pour réduire rapidement les déficits qui se heurte à l'hostilité des syndicats à travers l'Europe.

Étant donné qu'un taux de croissance global minimum de 2,5 % est requis pour défendre les emplois dans l'industrie de transformation, une politique industrielle efficace, capable de garantir l'avenir de l'industrie de transformation européenne, dépend de l'ensemble des institutions de l'Union européenne poursuivant des politiques macroéconomiques proactives qui stabilisent le cycle économique et favorisent la croissance économique. Cela relève de l'exploit dans le climat économique actuel et nécessitera d'avoir des dirigeants politiques affirmés et une coordination bien plus grande des politiques monétaires, fiscales et budgétaires.

⁵ 'RÉDUCTIONS, AUSTÉRITÉ ET FISCALITÉ DOULOUREUSE : ITINÉRAIRE POUR UNE STAGNATION PROLONGÉE', document de travail économique de la CES 2010/11 (Ronald Jansen)

c. Efficacité des ressources et de l'énergie et changement de climat : une incitation à l'innovation et à la réindustrialisation

L'avenir de nos industries est étroitement lié à la réglementation et à l'encouragement de la modernisation économique, à l'innovation et à la sécurité d'approvisionnement en matières premières. Les problèmes provoqués par le changement de climat et une dépendance européenne croissante vis-à-vis des matières premières nécessitent une transition structurée vers une industrie à faible teneur en carbone, tout en garantissant la base industrielle de l'Europe – cela faisant partie de la solution – afin de maintenir son rôle de région industrielle importante dans le monde, en garantissant l'emploi et des critères sociaux.

En dépit des efforts intenses de la Commission, la libéralisation des marchés de l'énergie n'a pas apporté les avantages promis. La sécurité d'approvisionnement en énergie n'est plus garantie du fait du « sous-investissement chronique » dans les infrastructures et de l'augmentation des prix. Un rôle important est nécessaire de façon urgente sur ces marchés, par le biais d'une réglementation indépendante forte et d'un contrôle des prix, avec le début de nouveaux projets d'infrastructures énergétiques (notamment investissement et soutien aux énergies renouvelables et la création d'un réseau intelligent).

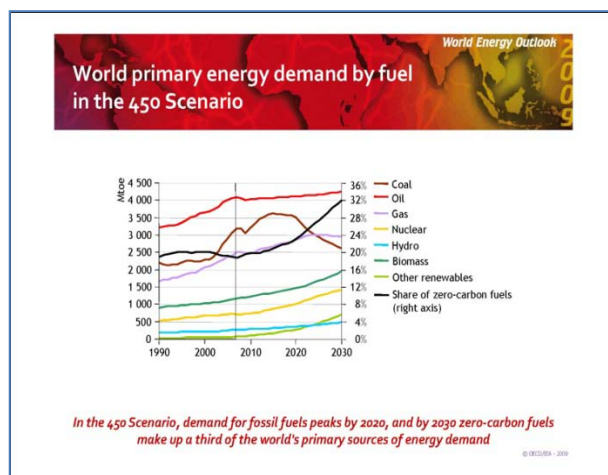
Dans ce contexte, la capacité industrielle pour l'innovation, les réductions d'émission, l'efficacité énergétique et les progrès techniques sont les clés d'un nouveau modèle économique. Atteindre l'objectif fixé par l'Union européenne et le GIEC de réduire de 80% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 exigera de dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement et le développement d'un nouveau modèle de croissance fondé sur des modes de production, de consommation et de distribution durables. Cela demandera des avancées technologiques dans tous nos secteurs.

La progression vers une économie « plus verte » ne peut pas passer outre un investissement économique plus important en Europe. La Commission a estimé à 80 milliards d'euros les besoins d'en investissements pour développer la technologie énergétique de l'Union européenne d'ici 2020. Ce montant peut augmenter à 1 billion d'euros dans les 20 prochaines années pour maintenir le flux énergétique tout en passant à l'énergie pauvre en carbone et en fournissant des objectifs 20-20-20 ainsi que sur le changement de climat à long terme et les objectifs énergétiques⁶.

Les pays européens (France, RU et Allemagne) sont meneurs aujourd'hui dans le passage à un monde pauvre en carbone, en partie grâce aux changements économiques structurels des années 1990, mais les économies émergentes les rattrapent vite. La Corée du Sud se positionne pour devenir meneuse et les autres économies émergentes (Afrique du Sud, Mexique) sont pionnières dans l'amélioration de leur productivité carbone⁷.

L'avenir de l'industrie européenne dépend de sa place en première ligne de ce que l'on appelle la 3^{ème} révolution industrielle. Ces technologies et ces produits reposent sur des chaînes de valeur industrielles couvrant un grand nombre de nos secteurs – produits chimiques, production d'acier, céramique et verre, aérospatiale, industrie automobile, construction mécanique et industrie de l'équipement, nouvelles matières et textiles, équipement TCI et utilisation des applications TCI comme aides indispensables, services aux entreprises parmi d'autres – en garantissant un emploi pour des millions de personnes dans ces secteurs et une future croissance.

Toutefois, pour récolter réellement le potentiel de cette transition, la réalité de l'échelle de l'impact industriel des crises économiques et de l'énergie en Europe centrale et Europe de l'Est doit être prise en compte, par le biais de mécanismes forts de solidarité européenne et de programmes transnationaux pour améliorer les infrastructures et favoriser la diversification industrielle.



⁶ Document de conclusions, « Vers une nouvelle stratégie énergétique pour l'Europe pour la période 2011 – 2020 » (mai 2010) :

http://ec.europa.eu/energy/strategies/consultations/doc/2010_07_02/2010_07_02_energy_strategy.pdf

⁷ <http://www.vivideconomics.com/docs/Vivid%20Econ%20Low%20Carbon%20Competitiveness.pdf>

d. *Physionomie vieillissante de l'industrie européenne : changement démographique, polarisation des compétences et investissement dans le développement de la main-d'œuvre*

L'Union européenne souffre de faiblesses systémiques au niveau de ses compétences, qui limitent sa productivité et sa compétitivité dans l'économie actuelle et réduisent sa capacité à exploiter les possibilités offertes par la croissance verte. Ces insuffisances – dans les domaines de la gestion et des compétences techniques spécifiques à un emploi (dont un grand nombre sont liées aux sciences, aux technologies, à l'ingénierie et aux mathématiques (STEM) – sont plus problématiques que le manque de « nouvelles » compétences vertes⁸.

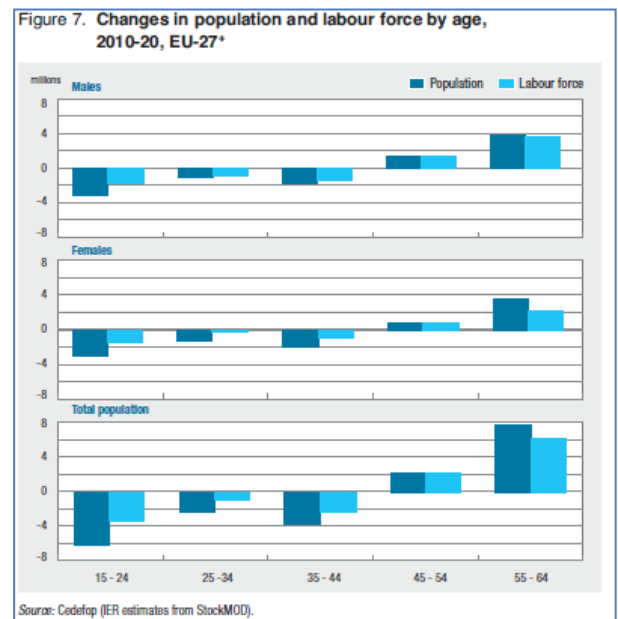
Les importantes disparités de compétences et d'investissement, dont font preuve aujourd'hui nos industries, doivent être traitées si nous voulons maîtriser le passage à une économie sobre en carbone et éviter une future désindustrialisation. Investir dans l'éducation et les qualifications professionnelles est particulièrement décisif pour garantir que l'industrie européenne est capable de maintenir et d'améliorer globalement sa position. L'accroissement du nombre d'entreprises du secteur tertiaire provoque une polarisation constante sur les compétences requises, avec une demande croissante à la fois de travailleurs hautement qualifiés et faiblement qualifiés et, simultanément, l'extra-territorialisation des activités de production requérant des qualifications plus élevées abaisse le nombre d'emplois qualifiés en Europe⁹.

Si, comme la Commission le réaffirme, l'Europe est sur la voie d'une économie où dominent les services et les emplois basés sur une main-d'œuvre hautement qualifiée et spécialisée, il est évident que l'Europe doit non seulement accroître l'investissement dans l'éducation et la formation mais aussi encourager les employeurs à mieux utiliser les compétences et les talents de leur personnel. Toutefois, même lorsque les activités économiques diminuent, d'importantes possibilités d'emploi demeureront lorsque les générations plus âgées quitteront le marché du travail et devront être remplacées.

Le niveau de l'évolution démographique en cours dans les années à venir posera des défis majeurs aux industries européennes et aux États-providence. De récentes statistiques montrent que la participation des adultes à la formation stagne. Le taux de 9,5 % des 25 à 64 ans ayant entrepris une formation permanente en 2008 est inférieur au critère européen de 12,5 % fixé pour 2010 (pour 2020 ce critère a été rehaussé à 15 %). Bien que des preuves montrent que la part de personnes jeunes et plus fortement qualifiées qui participent à une formation est plus élevée que celle des travailleurs moins qualifiés et plus âgés, rendre des transitions possibles pour les travailleurs et garantir l'accès à une formation pour tous est loin d'être réalisé¹⁰.

La connaissance est le moteur d'une croissance durable pour l'Europe. La connaissance comme facteur de productivité sociale peut uniquement être efficace en tant que telle que si elle est réellement encouragée. La performance des travailleurs et les perspectives pour ces derniers dans les industries contemporaines dépendent des qualifications et des compétences. Pour favoriser l'innovation sociale, de nouveaux outils et droits sont déterminants, tels que l'innovation participative, la mise en réseau, la formation au poste de travail et la formation permanente. Tous les travailleurs, quel que soit l'âge ou le contrat, doivent y avoir accès.

Par ailleurs, dans le contexte de l'évolution démographique et des pressions de la mondialisation, l'Europe doit être davantage ouverte au « savoir-faire » des autres parties du monde. Ceci nécessite une politique globale au niveau de l'Union européenne en matière de migration, d'intégration et de développement, qui



⁸ « Compétences pour les emplois verts » : rapport de synthèse européen (ILO-CEDEFOP) à paraître 2010

⁹ Industrie de transformation de l'Union européenne : quels sont les défis et les possibilités pour les années à venir ? Premiers résultats indicatifs d'une analyse propre au secteur effectuée à la direction générale Entreprises et industrie le 26 avril 2010

¹⁰ 'L'offre et la demande de compétences en Europe : prévisions à moyen terme jusqu'à 2020', Cedefop 2010

http://cedefop.europa.eu/EN/Files/3052_en.pdf

offre des filières légales pour la migration et, en même temps, applique et met en œuvre rigoureusement des critères de travail et garantit un traitement égal avec les travailleurs locaux.

2. La politique industrielle européenne et nationale relancée

Avec un chômage extrêmement élevé, une chute des investissements, et un recours croissant à la flexibilité et à la libéralisation du marché du travail plutôt qu'à la cohésion sociale, l'Europe doit entièrement réviser son cadre d'action économique et social. La stratégie de Lisbonne lancée en 2000 avec comme ambition de faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive, avec 3% d'investissements en R&D, le plein emploi, la cohésion sociale et la responsabilité environnementale, n'a pas réussi à tenir sur tous les fronts. Un agenda pour une politique industrielle européenne revitalisée est maintenant décisif pour répondre aux défis auxquels l'Europe fait face au plan économique, social et écologique.

Déjà à la fin de la bulle Internet en 2001 et face au ralentissement économique en résultant, nombreux sont ceux, en particulier au sein des syndicats industriels, qui réclamaient une politique industrielle contemporaine et sur mesures en Europe ; une politique capable de réagir aux changements structurels importants auquel l'industrie fait face à la lumière de la mondialisation, de l'évolution démographique et des problèmes d'énergie et de climat.

En conséquence, et après des années de désintérêt, les dernières législatures ont été marquées par la redécouverte d'une politique industrielle en Europe et des tentatives encourageantes de développer et de moderniser la boîte à outils de politique industrielle pour le marché intérieur européen.

a. Politique industrielle européenne : une formule qui n'est plus à proscrire

D'une part, les politiques industrielles horizontales de l'Union européenne en sont arrivées à se concentrer de plus en plus sur les politiques d'innovation et technologiques, la politique énergétique européenne, et une meilleure réglementation pour soutenir le développement économique. Toutefois, les politiques ont souvent progressé dans des structures traditionnelles au sein de la Commission et ont quelquefois généré des effets secondaires négatifs sur les industries concernées (par exemple, cadre juridique complexe autour d'industries grandes consommatrices d'énergie résultant d'une coordination médiocre entre les politiques environnementales, énergétiques, de concurrence et fiscales, et les politiques d'entreprise). L'intégration du développement durable dans les objectifs de politique industrielle de l'Union européenne a apporté une certaine impulsion envers une approche plus holistique de l'industrie de transformation future en étudiant les synergies entre les domaines politiques. En identifiant les marchés porteurs, la Commission et les États membres ont commencé à mettre en place un programme pour des industries et des technologies stratégiques dans l'Union européenne, et la création de nouvelles filières industrielles ainsi que le soutien des filières existantes.

Entre-temps, le retour de politiques industrielles européennes de caractère sectoriel dans l'agenda politique de l'Union européenne est particulièrement digne d'intérêt. Pour presque tous les secteurs de l'industrie de transformation, des tris par secteur ont été effectués et des groupes d'études, des groupes de haut niveau ou des plates-formes pour l'innovation ont été mis en place (par exemple, GHN sur l'industrie chimique, LeaderShip, Stars 21, Cars 21, EnginEurop, ICT task force, Electra, et le secteur de la métallurgie – voir figure plus bas).

Fait important, le rôle de la politique industrielle sectorielle va bien au-delà de la restructuration des industries en difficulté mais doit être d'influencer de façon proactive et de favoriser le développement structurel des industries dans des directions spécifiques. Comme l'a remarqué la Présidence belge de l'Union européenne, une intégration bien plus grande du secteur des services dans les politiques industrielles à la fois comme outil de modernisation d'industries spécifiques (promotion de produits étendus aux services) et de renforcement de leur compétitivité industrielle (par exemple, par la création d'un marché intérieur pour les services énergétiques et financiers) doit être favorisée à cet égard¹¹ : « si une perspective orientée vers l'industrie est retenue, on peut s'interroger sur l'utilité d'une politique industrielle qui ne réussit pas à mettre en évidence de façon adéquate les étroites imbrications entre l'industrie et les services » (p. 42).

Par ailleurs, à ce stade des questions sociales et relatives à l'emploi concernant le développement industriel des secteurs sont restées largement marginales dans la mesure où elles ont été prises en

¹¹ Vers une politique de compétitivité industrielle durable – Document de réflexion à l'intention des Ministres européens de l'industrie Conseil Partie I, ECORYS (juillet 2010) <http://marcourt.wallonie.be/europe/evenements/conseil-informel-des-ministres-europeens-de-l-industrie.htm?lng=en>

compte dans le contexte de ces forums sectoriels, bien que l'impact de la crise ait revalorisé leur importance dans l'agenda politique.

Il n'y a pas de doute qu'une politique industrielle active, accompagnée de politiques de l'emploi fortes,

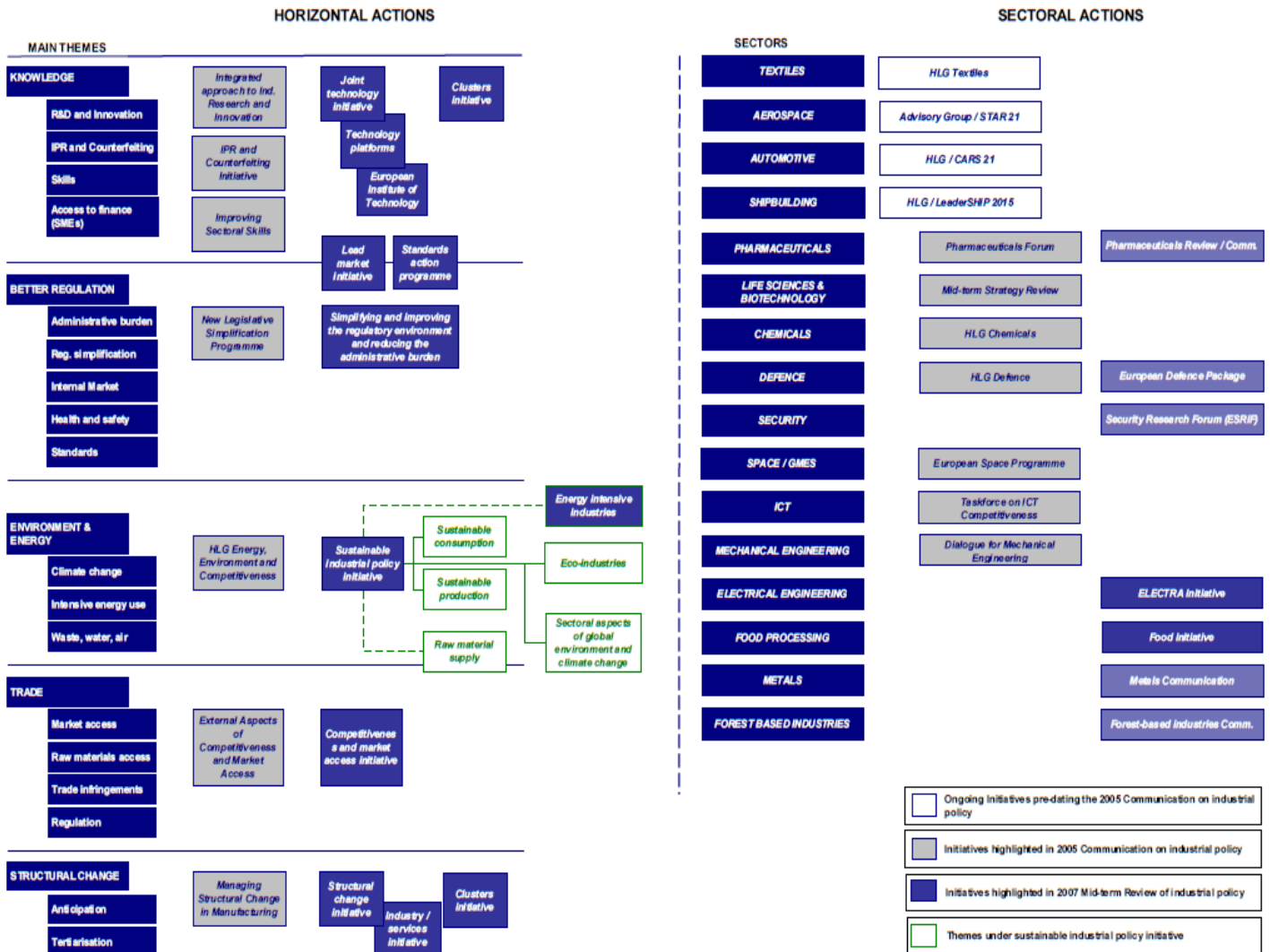


Figure 0.2 DG Enterprise main 'industrial policy' initiatives since 2005

s'attaquant à la transformation radicale que subit l'industrie afin de développer une économie sobre en énergie et en ressources, contribuera à maintenir et à développer des activités industrielles de niveau international au sein de l'Europe. Les acteurs du marché ne peuvent pas gérer seuls ce niveau de changement, ni garantir les niveaux d'investissement nécessaires. Il faut une boîte à outils de politique industrielle renforcée.

b. Agendas industriels stratégiques nationaux

Au cours de la crise économique, une reprise des initiatives de politique industrielle a eu lieu dans certains États membres européens, spécialement dans le contexte de mesures d'incitation et de redressement. Alors que des similitudes sont identifiables, des compréhensions et des définitions très différentes de la « politique industrielle » demeurent à travers l'Europe. « L'effet patchwork » des politiques industrielles de l'Union européenne est en général dû aux traditions nationales très différentes en Europe en ce qui concerne la gestion économique et le soutien à l'industrie.

3. Europe 2020 : une politique industrielle pour une Europe mondialisée économe en énergie et en ressources

Le développement d'une politique industrielle durable et économe en ressources pour un monde globalisé est l'un des principaux objectifs de la nouvelle stratégie Europe 2020 afin de stimuler la reprise économique. Une nouvelle Communication présentant les projets de la Commission est ardemment prévue en octobre 2010. Selon les estimations de la Commission au printemps 2010¹³, donnant une indication de l'orientation de la réflexion de l'Union européenne préalablement à sa publication, l'industrie de transformation européenne est confrontée à 10 défis communs pouvant être résumés de la manière suivante :

1. la nécessité de profiter des opportunités des nouveaux marchés internationaux et de répondre à une concurrence internationale intensifiée ;
2. le rôle-clé du Marché unique et une meilleure réglementation ;
3. l'importance de la technologie et de l'innovation et en particulier des nouvelles technologies clés et des TIC ;
4. le besoin d'améliorer l'efficacité des ressources et de l'énergie et de réaliser le passage à une économie sobre en carbone ;
5. l'importance de l'approvisionnement en matières premières ;
6. le besoin de gérer les restructurations et de garantir un accès approprié aux finances ;
7. le manque de compétences adéquates de la main-d'œuvre et le besoin de garantir les transferts de compétences des professions sur le déclin à celles qui montent ;
8. le rôle accru des services aux entreprises ;
9. l'importance d'un environnement propice à l'esprit d'entreprise, en particulier pour les PME ;
10. le besoin de répondre aux nouveaux défis de société tels que l'évolution démographique et les exigences de mesures de santé et de sécurité améliorées. De plus, le défi social mondial de garantir la nourriture et l'eau à tout le monde doit être évoqué.

Toutefois, le recours aux approches politiques par touche légère existantes et fondées sur le marché sera inadapté si l'Europe doit prendre et conserver une responsabilité globale dans le développement des technologies et le changement du modèle de production, de consommation et d'emploi nécessité pour soutenir une telle politique.

Par exemple, les syndicats de l'industrie ont prévenu depuis longtemps des insuffisances du Système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) en soulignant l'instabilité des prix générée par un régime de marché, le danger de la fuite du carbone du fait de la délocalisation des industries européennes grandes consommatrices d'énergie, et la nécessité d'un meilleur contrôle et de l'amélioration du Mécanisme pour un développement propre (MDP). Le marché du carbone, comme tous les autres marchés, a été fragilisé par la crise économique et financière.

Une utilisation beaucoup plus grande de la réglementation et de la normalisation obligatoires garantissant des mesures d'incitation pour une amélioration technologique et des conditions de concurrence internationale équitables, des partenariats public-privé pour la recherche, le développement et la

¹² Vers une politique de compétitivité industrielle durable – Document de réflexion à l'intention des Ministres européens de l'industrie Conseil Partie I, ECORYS (juillet 2010) <http://marcourt.wallonie.be/europe/evenements/conseil-informel-des-ministres-europeens-de-l-industrie.htm?lng=en>

¹³ Industrie de transformation de l'Union européenne : quels sont les défis et les possibilités pour les années futures ? Premiers résultats indicatifs d'une analyse propre au secteur effectuée à la direction générale Entreprises et industrie le 26 avril 2010 - http://ec.europa.eu/enterprise/policies/industrial-competitiveness/economic-crisis/files/eu_manufacturing_challenges_and_opportunities_en.pdf

démonstration, une utilisation plus grande des critères verts et sociaux de passation des marchés pour permettre l'accès au marché des nouvelles technologies, et des règles concernant les aides d'État. Un effort important est nécessaire pour informer et former les responsables des syndicats et les représentants des salariés pour anticiper et gérer l'introduction de nouvelles technologies, de critères sectoriels et de processus de production, prévus dans les années à venir et développés au sein de programmes-cadres européens.

La politique européenne s'est de plus en plus préoccupée de la nécessité de contrebalancer les mutations industrielles par des politiques sociales d'accompagnement (par exemple, la création d'un groupe de travail sur la restructuration et le rôle accru des fonds structurels européens dans les processus de restructuration industrielle, ou la création du Fonds d'ajustement à la mondialisation). Toutefois, la part des ressources allouées jusqu'ici pour garantir la transformation sociale vers une économie sobre en carbone est loin d'être réaliste – une réorientation importante du financement national et de l'Union européenne est requise. De nouvelles sources de financement pour soutenir cette transition doivent être trouvées et développées dans le contexte de la crise actuelle d'endettement des États.

Une transition sociale juste doit garantir que des filières sont créées pour les travailleurs dans des industries en décroissance ou des zones sinistrées pour trouver des emplois décents et durables dans des secteurs en expansion tout en protégeant leurs salaires, leurs conditions de travail, leurs droits et leurs syndicats. Ceci nécessite un renforcement de la protection sociale et des politiques actives du marché du travail.

Il est fondamental d'inclure les aspects régionaux et sectoriels dans les politiques européennes, en particulier en ce qui concerne la restructuration dans les nouveaux États membres. Dans de nombreux États membres la politique industrielle relève principalement des acteurs régionaux, cependant ceci se traduit peu actuellement dans la politique européenne.

Toute législation sur le changement de climat doit inclure des dispositions de compétitivité fortes qui ne désavantagent pas le développement sectoriel et régional. Les politiques en matière de changement climatique, d'énergie et industrielles ont besoin d'être beaucoup mieux coordonnées, et les intérêts environnementaux, économiques et sociaux doivent être équilibrés de manière durable. Les caractéristiques et les problèmes nationaux, régionaux et sectoriels sont très décisifs à cet égard et doivent être pris en compte plus étroitement dans les stratégies de politique industrielle européenne.

Pour parvenir à une reprise durable, il faut une politique équilibrée de maintien de l'assise industrielle existante, de conversion de toutes les industries à l'écologie et d'encouragement à la réindustrialisation. Ce processus vers un nouveau modèle économique et industriel doit offrir une stratégie globale pour les industries de transformation européennes, en engageant des travailleurs dans les industries existantes et les nouvelles industries.

4. Analyse par secteur (24 secteurs)

Cette rubrique présente les spécificités de chaque secteur représenté par la FEM, l'EMCEF et la FSE:THC et les demandes concrètes des travailleurs de ces industries.

a. Aérospatiale

Le secteur aérospatial civil de l'UE-27 emploie plus de 370 000 personnes qui réalisent un chiffre d'affaires de 128 milliards et est donc une industrie essentielle en termes d'emploi et de pertinence économique. Il se recoupe énormément avec les industries liées à la défense ce qui grossirait même le nombre des salariés et le chiffre d'affaires mais du fait que l'industrie de défense n'est pas limitée à l'aérospatiale en tant que telle, l'industrie est fortement innovante au plan technologique en termes de nouvelle technologie et de matériaux. Ces innovations sont souvent motivées par les symbioses avec la défense. Dans le domaine de l'environnement, l'industrie est poussée dans une technologie plus écologique. Bien que les commandes où la stagnation et les problèmes liés à la crise comme l'accès au crédit suscitent un débat, le secteur semble avoir un redémarrage vigoureux après la crise avec des centaines d'unités recevant des commandes tardivement. Ainsi la crise a été davantage ressentie dans ses effets secondaires que dans des baisses réelles des résultats. Les problèmes clés actuels pour l'industrie sont : l'innovation environnementale ; la jonction des niveaux de politiques (national – UE – OMC) ; offre de main-d'œuvre ; accès au crédit, financement des R&D et taux de change ; marché régional des aéronefs ; dimension et étendue du partage des risques ; et commerce et concurrence. Du point de vue des syndicats, les questions-clés sont la baisse de l'emploi en Europe dû à l'externalisation, l'extraterritorialisation et les

sociétés en participation avec des partenaires basés sur les marchés (émergents). Ceci est déterminé par différents facteurs tels que le coût de la main-d'œuvre, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et l'accès au marché. Le financement à long-terme, les méga-investissements en R&D et l'innovation sont essentiels pour conserver au moins le haut de gamme de l'industrie en Europe. D'autre part, la mise à disposition de jeunes professionnels hautement qualifiés est également essentielle. Afin de soutenir les activités des groupes de défense des intérêts et de conditionner un soutien aux politiques, un dialogue social est nécessaire.

b. Industrie automobile

La décarbonisation des transports et le développement de nouveaux modèles de mobilité sont une préoccupation essentielle dans le secteur automobile. Compte tenu des importantes surcapacités du secteur en Europe, qui ont été renforcées par la crise économique, une approche globale de politique industrielle est nécessaire pour les 12 millions d'employés du secteur et sa chaîne d'approvisionnement. Une baisse de l'utilisation des véhicules à moteur particuliers est prévue, à moyen terme, comme moyen de mobilité dans l'UE-15. Dans les nouveaux États membres, et dans les économies émergentes comme la Chine, il existe un potentiel de croissance mais cela concernera d'autres types de véhicules. Notamment dans les zones urbaines, cette évolution est déjà susceptible de devenir sensible dans la décennie à venir. C'est dans ces zones que les véhicules électriques vont apparaître le plus probablement étant donné que leurs propriétés y répondent de façon optimale aux besoins en matière de transport tandis que des moteurs à combustion interne plus économes en carburant vont probablement rester majoritaires dans les zones rurales. En conséquence, et plus particulièrement d'un point de vue technologique et du marché, les situations de compromis entre les deux technologies seront improbables, à moins que des réglementations nationales ou européennes créent des mesures d'incitation y conduisant. Au-delà de cela, la FEM est d'accord avec la perspective d'un système de transport en grande partie décarbonisé d'ici 2050, mais insiste sur la nécessité d'avoir des mesures d'incitation politiques fortes pour que ce virage se réalise vraiment. De simples déclarations de bonne volonté ne devraient pas suffire. Des modes de production d'électricité sobres en carbone doivent être la priorité, incluant l'encouragement à analyser les cycles de vie des émissions de gaz à effet de serre dans les futurs véhicules. Le secteur du recyclage, en particulier pour les batteries aura également un impact important sur les nouveaux emplois résultant des nouvelles sources d'énergie. Étant donné le changement structurel considérable attendu dans tout le secteur, des dispositions fortes pour des mesures par anticipation sont nécessaires en ce qui concerne l'emploi et les questions sociales. Les voitures électriques seront composées de pièces beaucoup plus simples et bien moins nombreuses qu'un véhicule ayant un moteur à combustion interne. L'impact sur la chaîne de valeur et ses emplois sera important. Les travailleurs devront s'adapter à la nouvelle technologie, et certains vont probablement devoir évoluer vers d'autres secteurs. Ce mouvement doit être encouragé activement par une politique publique portant sur la reconversion, les possibilités de carrière dans d'autres secteurs, et des aides à la mobilité (professionnelle ou géographique).

c. TIC

L'industrie des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) est essentielle pour l'avenir de l'Europe, à la fois en tant que secteur industriel majeur en soi et comme moteur de productivité et d'amélioration de la qualité de service dans pratiquement tous les autres secteurs d'activité (comme le transport, la santé, et l'éducation) ainsi que dans les services publics. L'industrie des TIC est un élément-clé pour une Europe plus verte et pour une économie de la connaissance, deux des objectifs majeurs de l'Union européenne. Les TIC représentent plus de 5% de l'emploi total dans l'Union européenne. En 2007, le marché des TIC représentait plus de 400 milliards d'euros (services : 328 milliards d'euros ; infrastructures : 69 milliards d'euros). L'industrie européenne des TIC repose sur une infrastructure de télécommunications fiable et performante. Toutefois, les fabricants européens sont confrontés à des menaces graves et inconnues jusqu'ici du fait de la perte d'une part de marché en Europe et d'une part à l'exportation. Une performance internationale médiocre en ce qui concerne le montant des investissements en R&D a eu un impact négatif direct sur l'emploi. Tous les fabricants européens ont mis

en place des politiques massives d'externalisation à des tiers ou d'extraterritorialisation essentiellement en Inde et en Chine. D'autre part, des fournisseurs chinois ont passé des accords avec d'importants opérateurs européens, leur permettant d'accéder à un savoir-faire essentiel. Ceci renforce l'attraction qu'exercent les fournisseurs chinois sur certains des meilleurs cerveaux du personnel R&D européen (reconnaissant que ces fournisseurs chinois sont capables de former des travailleurs qualifiés par eux-mêmes). Cela s'ajoute à l'attraction bien connue des États-Unis. Dans la concurrence mondiale pour les compétences techniques et la création, l'Union européenne est dans une période de malchance. La fragmentation du marché unique a encore affaibli la position des fabricants européens.

d. Ascenseurs

Le secteur européen des ascenseurs est un secteur particulier, étant donné qu'il est relativement petit par rapport aux autres, en grande partie dominé par quatre sociétés principales (Kone, Otis, Schindler et ThyssenKrupp) tout en comprenant des centaines de petites et moyennes entreprises. Les évolutions dans les quatre grandes sociétés ont une réelle influence sur le travail et la production des petites et moyennes entreprises et vice versa. Les services d'installation – étroitement liés au secteur de la construction – ont ressenti l'impact de la crise de la construction, tandis que les services d'entretien et de réparation – obligatoires compte tenu des exigences de sécurité - ont été davantage protégés.

e. Génie mécanique

Du fait qu'elles pénètrent toutes les activités productives européennes, les industries mécaniques de l'Europe sont des secteurs ayant une importance stratégique pour l'industrie de transformation et les services européens. Les industries mécaniques et de machines sont divisées en sous-secteurs très différents souvent spécialisés qui comprennent un certain nombre de grandes entreprises, comme dans le matériel de chantier, les ascenseurs, les machines agricoles ou d'imprimerie mais, en général, sont composées d'une large gamme de petites et moyennes entreprises. Avec 24500 entreprises environ qui emploient directement plus de 2,6 millions de travailleurs, le secteur de l'ingénierie est de loin le plus gros secteur de l'industrie et est, d'autre part, le principal secteur moteur de la productivité et de l'innovation en Europe. Il contribue en outre principalement à l'exportation et à la valeur ajoutée au sein de l'UE. Alors que la productivité a augmenté et que la croissance a été constante ces dernières années, le secteur a connu une baisse de l'emploi. L'externalisation et l'utilisation du travail sous contrat sont devenues très répandues dans le secteur, contribuant ainsi à une détérioration des conditions de travail dans certaines entreprises et à une moindre attractivité d'un secteur qui a de plus en plus de difficultés à embaucher de nouvelles recrues et des ingénieurs compétents.

f. Métaux non-ferreux

Avec un emploi direct total en Europe dans l'industrie des métaux non-ferreux de l'ordre de 320 000 en 2006, correspondant à 1% de l'emploi total dans l'industrie de transformation, ces industries grandes consommatrices d'énergie et de matières premières sont actuellement confrontées à une série de défis. Simultanément à une augmentation des coûts des risques sur l'énergie et les matières premières réduisant la compétitivité du secteur, conduisant à une perte des emplois, les prix fortement volatiles du marché mondial rendent difficile la planification à long terme dans ce secteur. Pour faire face à ces défis, le secteur a déjà investi dans des stratégies de production durables comportant un degré élevé de recyclage et d'économie d'énergie et le secteur a aussi géré des augmentations importantes de la productivité. Les évolutions et les investissements récents dans le secteur donnent à l'industrie la possibilité de passer elle-même d'un secteur industriel de base à un secteur hautement sophistiqué, produisant de nouvelles matières technologiques à forte valeur ajoutée et un lien industriel fondamental dans le passage à une économie à faible taux d'émission et économe en ressources.

g. Construction navale

La construction navale européenne est un secteur à la pointe de la technologie et une partie vitale de l'industrie maritime de l'Europe. Au cours des 20 dernières années, le secteur a subi des changements structurels ambitieux. Depuis le milieu des années 1970, trois travailleurs sur quatre employés dans les chantiers navals ont été licenciés. Certains pays européens ont complètement abandonné la construction

navale. Aujourd'hui, approximativement 300 chantiers navals fonctionnent dans un réseau industriel maritime de plus de 9000 entreprises. Le secteur de la construction navale emploie 110 000 personnes directement et les entreprises de construction navale et les fournisseurs européens emploient directement ou indirectement 350 000 personnes environ. Après un véritable boom de la construction navale ces dernières années avec une forte augmentation de la demande mondiale en navires neufs et la constitution d'importantes nouvelles capacités de construction navale, plus particulièrement en Asie, un effondrement quasiment total des commandes dans le contexte de la crise économique, a fait de cette industrie l'une des plus lourdement touchées depuis la fin 2008 avec des milliers de pertes d'emploi (notamment en Turquie). Du fait des importantes exigences en capital et de la nécessité de fournir un financement pour la fabrication des navires, l'industrie navale européenne souffre aussi profondément de la pénurie de crédit. Les banques hésitent à procurer ou à étendre le financement des commandes. La situation reste difficile et nécessite une attention politique immédiate.

h. Acier

Avec une main-d'œuvre européenne directe de 370 000 personnes, la production d'acier a été durement touchée par la récession économique mondiale. À partir de l'automne 2008, l'industrie de l'acier a été touchée par une demande réduite de la part de ses principaux consommateurs du secteur de la construction et de l'industrie automobile. La production européenne d'acier a chuté de 30 à 50 % (35 % en moyenne), avec des réductions spectaculaires dans la production résultant aussi des décisions des entreprises de maintenir la baisse des prix pour les produits sidérurgiques dans le contexte d'une demande réduite. L'impact qui s'ensuivit sur les travailleurs de l'acier a été fort. Depuis l'automne 2009, la demande s'est redressée mais l'emploi dans le secteur a été caractérisé par une plus grande précarité au travail et l'utilisation de contrats temporaires. Alors que les économies émergentes (en particulier la Chine) ont modifié la physionomie de l'industrie ces dernières années et la production mondiale dominante, avant la crise les producteurs européens se sont efforcés de maintenir la part du marché, spécialement dans les aciers de haute qualité et innovateurs. Le secteur comme d'autres industries grandes consommatrices d'énergie est fortement influencé par la politique énergétique et environnementale européenne. Tandis que tous les sites industriels européens n'ont pas épuisé leur potentiel d'améliorations de l'efficacité énergétique basées sur les technologies existantes, un beaucoup plus grand investissement est nécessaire dans le développement de nouveaux processus technologiques dans l'industrie. Ceci doit être fortement encouragé par le biais d'une politique européenne visant à garantir que les entreprises investissent dans les R&D, en particulier les entreprises ayant réalisé d'importants profits ces dernières années lors du boom économique et par la vente de droits d'émission, ainsi que celles qui ont déposé en banque une grande quantité de droits d'émission pendant le ralentissement économique. Ces ressources doivent être engagées pour maintenir et améliorer les sites et l'emploi de la production européenne d'acier.

i. Appareils électroménagers

Le secteur européen des appareils électroménagers a enduré une importante restructuration ces dernières années et une augmentation des importations de l'étranger. Actuellement, quelques 200 000 salariés travaillent dans ce secteur. Les pertes d'emploi en Europe de l'Ouest n'ont pas été compensées par des investissements en Europe de l'Est tandis que la production continue à se déplacer à l'extérieur de l'Union européenne. En Europe, avant la crise économique actuelle, l'important secteur de l'électroménager présentait encore un bon taux de croissance supérieur à 6,5 % par an (au cours des 5 dernières années), ce qui représentait une croissance moyenne variant entre presque 2 % en Europe de l'Ouest et plus de 14 % en Europe de l'Est (y compris la Russie et l'Ukraine). Ceci a considérablement changé. La situation concurrentielle générale dans l'industrie européenne de l'électroménager est caractérisée par une compétition féroce sur tous les marchés. Si, aujourd'hui, l'industrie de l'électroménager doit constituer un employeur majeur dans l'Union européenne, la structure changeante de l'industrie du fait de la mondialisation et de la nécessité de respecter les réglementations environnementales pose des défis auxquels doivent répondre des producteurs européens. La consommation d'énergie domestique s'élève à

25 % des besoins définitifs en énergie dans l'Union européenne, les appareils ménagers des foyers accusant les plus fortes augmentations. La création de nouveaux produits représentera, par conséquent, un défi important pour l'électroménager, des exigences contraignantes d'efficacité minimale et des mesures-clés de politique industrielle concernant l'indication de la consommation d'énergie.

5. Conception des travailleurs de l'industrie quant à un agenda pour la politique industrielle européenne

[À développer dans le séminaire collectif]

Annexe : initiatives de politique industrielle sectorielle et activités des fédérations européennes de syndicats

Secteur	Développement récents & à venir de la politique industrielle de l'UE	Activités récentes de politique industrielle sectoriel de la FEM
Aérospatiale	<ul style="list-style-type: none"> - La Commission Vient juste de publier une étude sectorielle sur la compétitivité de l'industrie aérospatiale EN comprend des recommandations concernant la politique industrielle, l'accès au crédit pour les PME, le maintien d'une main-d'œuvre disponible qualifiée, l'engagement d'un dialogue social, etc. - CCMI/047 – « L'industrie aéronautique européenne : situation actuelle et perspectives » toutes langues 	<ul style="list-style-type: none"> - Surveillance des pays émergents dans les secteurs de l'aéronautique et de l'espace : Chine, Russie, Inde, Brésil (prise en compte également de quelques pays du Maghreb et du Mexique) – Projet d'article de la FEM <i>L'industrie européenne : menaces et défis</i> EN FR DE
Industrie automobile	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle Communication sur la voiture électrique (milieu/fin avril 2010) - Relance de la stratégie CARS 21 - CCMI/067 – Avis sur la Communication de la Commission sur la manière de réagir face à la crise dans l'industrie automobile européenne, COM(2009) 104 final toutes langues - CCMI / 070 – Mutations industrielles et perspectives du secteur des deux-roues motorisées en Europe (doit être adoptée prochainement) 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse FEM/IGM de la situation du marché automobile EN - Les demandes de la FEM à la Présidence espagnole de la nécessité d'un Conseil sectoriel européen EN - Suite à donner à CARS 21 : contribution à l'audience publique sur une « Stratégie européenne pour des véhicules propres et économes en énergie » 11 mars 2010 EN - En 2010, pour faire suite à la première partie de l'Anticipation du projet de changement (première année : voir ici), menée conjointement par la FEM et Clema, cela se déroulera pour la 2^{ème} année et le premier thème sera « La mobilité, la qualité de la vie et les demandes sociétales »
TIC	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite du travail sur l'intégration d'i2010 dans la nouvelle stratégie Europe 2020 - Consultation sur les technologies de validation (2010) 	<ul style="list-style-type: none"> - Pétition de la FEM à l'attention du PE : améliorer la compétitivité de l'industrie européenne des infrastructures de télécommunications EN DE FR - Travail sur le télétravail dans l'industrie - Opinion sur la position industrielle de l'industrie des semi-conducteurs par rapport à la politique de la Commission sur les technologies de validation
Ascenseurs		<ul style="list-style-type: none"> - L'accent a été mis sur la santé et la sécurité (déclaration de la FEM sur une personne travaillant seule EN/FR/DE)
Génie mécanique	<ul style="list-style-type: none"> - Conférence « MACHINES EN EUROPE » : perspectives et défis pour la fabrication européenne de machines » (9 décembre 2009) 	<ul style="list-style-type: none"> - Conférence de la FEM sur l'énergie éolienne 22-23 mars 2010 ici - Projet de longue durée « Le machinisme agricole en temps de crise et restructuration – Échange d'expériences des salariés et stratégies » ici
Métaux non-ferreux	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de l'analyse comparative UE ETS EN - Décision de la Commission sur la compensation allemande pour les frais d'électricité transmis (prévue en avril 2010) 	<ul style="list-style-type: none"> - Lettre conjointe avec Eurométaux sur la compensation des coûts d'énergie transmis - Discussion sur le développement des activités sectorielles de la FEM (29 Mars 2010)
Construction navale	<ul style="list-style-type: none"> - Conférence sur le leaderSHIP dans la construction navale : Bilbao, 21 avril 2010 - CCMI / 069 – La construction navale européenne – traitant de la crise actuelle (devant être adoptée les 28 et 29/04/2010) 	<ul style="list-style-type: none"> - Apport de la FEM dans le leaderSHIP sur l'impact social de la crise dans le secteur EN - Nouveau projet « Nouvelles perspectives pour l'industrie navale européenne : possibilités et défis pour l'emploi et l'innovation » ici 2^{ème} atelier 13 et 14 avril 2010
Acier	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de l'analyse comparative EU ETS EN - La DG Concurrence accepte l'aide de l'État allemand pour ULCOS II pilote à Eisenhüttenstadt commençant en 2010 (plus de détails) - Les unités de la DG Entreprises ont demandé une approche sectorielle plus vigoureuse (dans la rencontre du dialogue social du 17 mars 2010) 	<ul style="list-style-type: none"> - Lettre de la FEM à la Commission sur la mise en œuvre du Système européen d'échange de quotas d'émissions (ETS) de l'Union européenne et la nécessité d'investir dans les R&D du secteur de l'acier EN - Approche commune avec Eurofer sur l'impact de la politique en matière de changement climatique sur l'industrie de l'acier (projet de document commun) EN - Préparation d'une contribution au travail de la DG entreprises - Meilleure coordination avec l'IMF sur le Comité de l'acier de l'OCDE (plus de détails)
Appareils électromécaniques	<ul style="list-style-type: none"> - Directive Eco-Design adoptée en 2009 	<ul style="list-style-type: none"> - Position de la FEM sur le secteur adoptée par le Comité exécutif de la FEM (susceptible de modifications mineures) EN FR DE

Annexe - Traduction FR Légendes graphiques et tableaux

PAGE 1 :

- Graphique 2 : augmentation de la production de l'industrie de transformation et confiance industrielle

PAGE 2 :

- Fig. 1 Valeur ajoutée et emploi dans l'industrie de transformation (NACE D), 2005

% de l'économie d'entreprise non financière (NACE C à I et K)

- Exportations de marchandises % du PIB extra-UE

- Importations de marchandises % du PIB extra-UE

- Exportations de services % du PIB extra-UE

- Importations de services % du PIB extra-UE

PAGE 3 : *chiffres : remplacer les points par des virgules en français.*

Tableau 1 : valeur ajoutée, emploi et productivité du travail dans l'UE-27

NACE	Secteur	Récapitulatif récent		Évolution récente		
		Répartition de la valeur ajoutée en 2007 en %	Répartition de l'emploi en 2007 en %	Augmentation de la productivité du travail (1995 – 2007) en %	Augmentation de la valeur ajoutée (1995 – 2007) en %	Augmentation de l'emploi
A	Agriculture, chasse, sylviculture	1,8				
B	Pêche, aquaculture					
C	Industries extractives					
D	Industrie manufacturière					
DA	Industries agricoles et alimentaires					
DB	Industrie textile et habillement					
DC	Industrie du cuir et de la chaussure					
DD	Travail du bois et fabrication d'articles en bois					
DE	Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie					
DF	Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires					
DG	Industrie chimique					
DH	Industrie du caoutchouc et des plastiques					
DI	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques					
DJ	Métallurgie et travail des métaux					
DK	Fabrication de machines et équipements					
DL	Fabrication d'équipements électriques et électroniques					
DM	Fabrication de matériel de transport					
DN	Autres industries manufacturières					
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau					
F	Construction					
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques					
H	Hôtels et restaurants					
I	Transports et communications					

J	Activités financières					
K	Immobilier, location et services aux entreprises					
L	Administration publique					
M	Éducation					
N	Santé et action sociale					
O	Services collectifs, sociaux et personnels					
TOTAL						

PAGE 4 :

- Graphique 3 : part de l'Union européenne et principaux partenaires sur les marchés mondiaux par secteur

bois, papier et pâte à papier, imprimerie, produits chimiques, caoutchouc et matières plastiques, produits non métalliques, métallurgie, travail des métaux, matériel et outillage, machines électriques, autres instruments scientifiques, véhicules motorisés

- Graphique 4 : R&D classement des secteurs industriels et part des principales régions du monde

Produits pharmaceutiques et biotechnologie, matériel & équipement technologiques, automobiles et pièces détachées, logiciels & services informatiques, équipement électrique & électronique, produits chimiques, produits de loisirs, aérospatial & défense, ingénierie industrielle, industries générales, télécommunications par ligne fixe, matériel et services de santé, producteurs de pétrole et de gaz, producteurs d'aliments, biens domestiques

PAGE 5 :

Tableau 4 : valeur ajoutée et emploi par classe de grandeur et secteur d'industrie, UE-27, 2007

	Valeur ajoutée			Emploi			Productivité du travail*		
	PME	Grande entreprise	Total	PME	Grande entreprise	Total	PME	Grande entreprise	Total
	%			%			1 000 €		
c-i, k Économie des entreprises non financière									
par secteurs Nace									
C Industries extractives									
D Industrie manufacturière									
E Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau									
F Construction									
G Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques									
H Hôtels et restaurants									
I Transports et communications									
K Immobilier, location et services aux entreprises									
<ul style="list-style-type: none"> Valeur brute ajoutée au coût des facteurs de production par personne employée 									

PAGE 6 :

Diagramme 1 : Impact de la crise sur la production et l'utilisation des capacités

C10 Produits alimentaires

C13 Textiles
C14 Confection
C15 Cuir et produits associés
C16 Bois et articles en bois
C17 Papier et produits dérivés
C18 Impression et reproduction de supports enregistrés
C20 Produits chimiques
C22 Caoutchouc et produits plastiques
C23 Autres produits minéraux non métalliques
C24 Métallurgie
C25 Travail des métaux
C27 Équipements électriques
C28 Machines et autres équipements
C29 Véhicules à moteur, remorques et semi-remorques
C32 Autres activités manufacturières

Graphique I : Un revirement dans la politique fiscale (en % du PIB, mesures cumulées au cours des ans)

Stimulus = Incitations

Cuts = Réductions

Allemagne – France – Italie – Espagne – RU – Portugal – Grèce

PAGE 7 :

La demande mondiale en énergie primaire par combustible dans le scénario 450

charbon, pétrole, gaz, nucléaire, hydraulique, biomasse, autres énergies renouvelables, part des combustibles zéro carbone (axe droit)

Dans le scénario 450, la demande en combustibles fossiles culmine d'ici 2020 et d'ici 2030 les combustibles zéro carbone constituent un tiers des sources primaires de la demande en énergie du monde

PAGE 8 :

Figure 7. Changements dans la population et la main-d'œuvre par âge, 2010-20, UE-27.

Population – Main-d'œuvre

Hommes – Femmes – Population totale